



RAPPORT PREALABLE DE CONTROLE TECHNIQUE

Extension de la maison d'arrêt - Dijon



N° D'AFFAIRE : A533528198.1
N° CHRONO : 1

CE RAPPORT
A ETE VALIDE PAR LE
CHARGE D'AFFAIRE LE
26/01/2024

SIGNATURE
CATTANEO Celine

CHANTIER
72 bis rue d'Auxonne

21000 DIJON



OBSERVATIONS

CONTEXTE DU RAPPORT

Le présent rapport donne l'avis du contrôleur technique sur les ouvrages concernés par sa mission en phase conception, sur la base des éléments transmis et mentionnés au § Documents examinés

Il s'agit d'un rapport réalisé :

Avant envoi du dossier de consultation des entreprises

Missions objet du rapport :

L	Solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables
LE	Solidité des existants
STI	Sécurité des personnes dans les immeubles du secteur tertiaire et industrie
Th	Isolation thermique et économies d'énergie
Hand-T	Accessibilité des lieux de travail aux personnes handicapées

MISSIONS DE CONTROLE TECHNIQUE CONFIEES

Les missions objet de notre contrat de contrôle technique sont les suivantes :

L	Solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables
LE	Solidité des existants
STI	Sécurité des personnes dans les immeubles du secteur tertiaire et industrie
Hand-T	Accessibilité des lieux de travail aux personnes handicapées
Th	Isolation thermique et économies d'énergie

ETENDUE DES MISSIONS

Conformément à notre contrat, l'étendue des missions est précisée pour les éléments de mission ci-dessous :

L - Sont exclus de la prestation (sauf conditions particulières) :

- les travaux relatifs aux phases provisoires de chantier et les sollicitations associées ;
- l'examen de la solidité des ouvrages au regard des risques naturels à caractère exceptionnel (cyclones, tempêtes, inondations, séismes, avalanches, ...) ;
- les risques liés à une modification des caractéristiques du sous-sol (cas d'exploitation minière en fonctionnement ou d'évolution des caractéristiques du sol du fait de la présence de vestiges miniers ou de carrières) ;
- les risques technologiques (explosion, ...) ;
- l'examen des revêtements de sols ;
- les aménagements spécifiques des activités professionnelles ;
- la contamination fongique, chimique ou biologique des matériaux ;
- les ouvrages et éléments d'équipement relatifs au nettoyage, à l'entretien, à la maintenance des constructions.

LE - Sont exclus de la prestation :

- Le diagnostic préalable des existants affectés par les travaux neufs ;
- L'établissement ou la participation à l'établissement d'un état des lieux concernant ces existants.

STI - Sont exclus de la prestation :

- La solidité des ouvrages ou éléments d'équipement qui est réputée acquise ;
- La protection contre les rayonnements ionisants ;
- Les équipements de travail (levage, machine) et leurs dispositifs d'accès ;
- La vérification des ouvrages au regard de la réglementation ICPE (code de l'environnement Livre V –Titre 1er et décrets d'application) ;
- Les installations de production d'énergie électrique et leurs raccordements (éolien, photovoltaïque) ;
- Les vérifications relatives au respect des dispositions de protection vis-à-vis des risques naturels (foudre, ...) et technologiques.

Ascenseurs : la mission ne comporte pas les contrôles réalisés dans le cadre de l'évaluation de conformité en application des articles R134-16 à R134-34 du CCH, ni la vérification de conformité de l'installation existante aux exigences de mise en sécurité des ascenseurs en application des articles R134-1 à R134-5.

Hand-T - Sont exclus de la prestation :

- L'accessibilité des établissements recevant du public aux personnes handicapées en application des articles R. 162-9 à R. 162-13 du CCH, qui relève de la mission HAND-ERP,
- l'accessibilité des bâtiments d'habitation aux personnes handicapés en application des articles R.162-1 à R.162-7 et R.163-1 à R.163-4 du CCH, qui relève de la mission HAND-H.

SOMMAIRE

1. INFORMATIONS GENERALES	5
2. DESCRIPTION DE L'OPERATION	6
3. SYNTHESE DES AVIS	7
4. AVIS AU STADE CONCEPTION	8
5. DOCUMENTS EXAMINES	11
6. DIFFUSION	11

1.2 MAITRISE D'OUVRAGE

Maître d'Ouvrage : DISP AFFAIRES IMMOBILIERES
21000 Dijon

1. INFORMATIONS GENERALES**1.1 OPERATION**

Extension de la maison d'arrêt
Contrôle technique de construction

Permis de construire ou autorisation administrative

Nous ne disposons pas de la date de dépôt de la demande d'autorisation administrative.

A défaut nous avons pris en compte une date de référence pour le choix de la réglementation applicable.

Cette date est à confirmer par la Maîtrise d'ouvrage.

Date de référence prise par défaut : 07/10/2020

Selon les éléments communiqués par le maître d'ouvrage

- Date prévisionnelle de début de chantier : Non communiquée
- Montant prévu des travaux : 350 000 € HT
- Durée prévisionnelle du chantier : 5 mois

Classement réglementaire :

- Lieux de travail : h < à 8m

2. DESCRIPTION DE L'OPERATION

2.1 DESTINATION DES LOCAUX

Pour l'établissement du présent rapport, la destination des ouvrages portés à notre connaissance prend en compte les usages suivants :

Bureau : Public, administrations

2.2 DESCRIPTION DU PROGRAMME DES TRAVAUX



Extension des bureaux dans une cour intérieure fermé à la maison d'arrêt


3. SYNTHÈSE DES AVIS

3.1 PAR EXIGENCES RÉGLEMENTAIRES

Le tableau ci-dessous présente de manière synthétique les exigences réglementaires potentiellement non respectées sur le projet





STI - Sécurité des personnes dans les immeubles du secteur tertiaire et industrie

REFERENTIEL APPLICABLE (H < 8m) - (R.4214-5 à R.4214-8, R. 4214-20, R.4216-1 à 23 et 30) 



STI - Sécurité des personnes dans les immeubles du secteur tertiaire et industrie

DEGAGEMENTS - SORTIES - (R. 4227-6 et 7, R.4214-20) 
 DESENFUMAGE - (R.4216-13,14 et 16) 

4. AVIS AU STADE CONCEPTION

4.1 CODIFICATION DE NOS AVIS

Ceux-ci sont exprimés sous la forme suivante :

Avis Favorables (F) :

Ils sont donnés par rapport aux informations figurant dans le dossier qui nous est soumis. Ces avis seront confirmés en fonction des éléments qui nous seront proposés lors de la phase exécution.

Avis Défavorables (D)

Lorsque les informations figurant dans les documents examinés montrent un risque anormal vis-à-vis d'un aléas technique du fait d'un écart relevé selon les référentiels associés à l'une de nos missions, de la pérennité de l'ouvrage, des dispositions contraires aux règles de l'art, règles de calculs, DTU, normes.

Avis Suspendus (S) :

Lorsque les informations figurant dans les documents examinés sont insuffisantes pour nous permettre de nous prononcer (manque de précisions, ambiguïté, absence de document,...). Il deviendra automatiquement défavorable si les précisions demandées et reconnues satisfaisantes ne sont pas fournies dans des délais compatibles avec la réalisation des travaux.

Hors Mission (HM)

Elément ne faisant pas partie des marchés de travaux nous étant communiqués ou hors du cadre de notre mission.

Sans Objet (SO)

Elément Sans Objet dans le cadre du projet

4.2 Avis sur exigences réglementaires – Sécurité des personnes dans les immeubles du secteur tertiaire et industrie

EXIGENCES/LOCALISATION		AVIS	
DISPOSITIONS APPLICABLES AUX LIEUX DE TRAVAIL - Code du travail			
REFERENTIEL APPLICABLE (H < 8m) (R.4214-5 à R.4214-8, R.4214-20, R.4216-1 à 23 et 30)	S	N°E1 - 1	Nous confirmer que le plancher bas du dernier étage du bâtiment auquel appartient le projet se situe à une hauteur inférieur à 8m. je confirme
CONSTRUCTION APPLICABLE AUX LIEUX DE TRAVAIL - Code du travail			
DEGAGEMENTS - SORTIES (R.4227-6 et 7, R.4214-20)	S	N°E5 - 1	Nous fournir l'effectif total de l'extension. 19 personnes Sur les plans nous relevons la présence de deux sorties d'1UP chacune. Nous confirmer cela. 1 seule sortie d'1 UP en RDC pour l'extension Nous rappelons que le débouché au niveau du rez-de-chaussée d'un escalier s'effectue à moins de vingt mètres d'une sortie sur l'extérieur. Etant donné que nous n'avons pas plans généraux, ils conviendra de nous confirmer cela. je confirme
DEGAGEMENTS- ESCALIERS (R.4227-9 à 12)	F	N°E4 - 1	Nous confirmer que l'étage accueille moins que 19 personnes Présence d'un escalier d'1UP je confirme
DESENFUMAGE (R.4216-13,14 et 16)			

EXIGENCES/LOCALISATION	AVIS
<p>Désenfumage des escaliers</p>	<p>S</p> <p>N°E2 - 1 Il conviendra de désenfumer l'escalier menant au R+1</p> <p>R-4216-26 non nécessité pour un bâtiment inférieur à 8m</p>

5. DOCUMENTS EXAMINES

Réf ou n°	Intitulé du document	Indice	Reçu le
	MAD-APS-240111		22/01/2024

6. DIFFUSION

DESTINATAIRE PRINCIPAL :

DISP AFFAIRES IMMOBILIERES

Ludovic Barrault
Ludovic.barrault@justice.fr

DESTINATAIRES EN COPIE :

ECLOS ARCHITECTES

n.jacquot@eclos-architectes.com